



Le peuple travailleur et la jeunesse de la Grèce vivent des moments clés dans leur lutte pour sortir du chantage impérialiste constant, du chantage de la Troïka (le FMI, l'Union européenne - UE - et la Banque Centrale Européenne) qui impose depuis des années des réductions de leurs salaires, des retraites, des privatisations et toutes formes de pillage de leurs richesses. Tout cela pour faire payer une dette externe frauduleuse et impayable, portée par des gouvernements complices du FMI et de la Banque mondiale.

Devant les nouveaux chantages impérialistes, le gouvernement de Syriza a été obligé de convoquer un référendum en Grèce pour le dimanche 5 juillet. La situation est arrivée à un tel point que mardi, le gouvernement de Syriza a dû cesser de payer la dette externe, une quote - part de 1 600 millions d'Euros. La Troïka, le FMI, le patronat, les banquiers et la droite grecque, n'ont pas pu éviter le référendum et craignent un triomphe du NON : ils se mobilisent tous ensemble pour le « OUI » pour pouvoir ainsi continuer les attaques contre le peuple grecque.

Les travailleurs, la jeunesse, les secteurs populaires et la gauche sont sortis dans la rue pour rejeter, une fois de plus, la Troïka et pour appeler au NON. Nous nous associons et nous solidarisons avec cet appel. Il faut dire « Non » à la Troïka, au FMI et ses coupes budgétaires, « Non » au paiement de la dette externe, « Non » au chantage de l'UE, de Merkel, Hollande et Cie. Une victoire massive et retentissante du NON sera une défaite politique de la Troïka et renforcera les travailleurs grecs à poursuivre la mobilisation pour arrêter ce pillage.

Dans le monde, l'impérialisme, avec les agents du FMI et ses gouvernements laquais, font campagne en semant la peur de la supposée catastrophe qui arriverait si la Grèce cesse de payer la dette. C'est faux. La véritable catastrophe humanitaire est celle qu'ils ont eux-mêmes créé en imposant les supposés « sauvetages », en ajoutant de plus en plus de dette pour continuer le pillage et en imposant des conditions de famine au peuple grec. Le chômage atteint 27 %. Les baisses des salaires, des retraites et des budgets sociaux dépassent dans beaucoup de cas 40 %. La seule sortie à cette crise humanitaire est de rompre avec la Troïka et de cesser

de payer la dette. Il faut utiliser ces milliers de millions d'Euros pour augmenter les salaires et les retraites et pour financer davantage de santé et d'éducation.

Malheureusement, depuis qu'Alexis Tsipras - et son parti Syriza, qui se réclame de la gauche, a été investi en janvier pour diriger le gouvernement, il n'a pas rempli son mandat de mettre fin aux mémorandums, il a continué, au contraire, une politique de négociation avec la Troïka et il a cédé à ses pressions avec de nouvelles coupures budgétaires. Les résultats de cette politique ne se sont pas fait attendre. La Troïka s'est enhardie et a continué à faire du chantage en réclamant davantage de réductions dans les salaires et les retraites. C'est seulement grâce à la pression populaire et de secteurs de l'aile gauche de Syriza que le premier ministre Tsipras a été obligé de convoquer le référendum. Mais il existe le danger que le gouvernement de Syriza cède à nouveau aux pressions. Un exemple de cela est la demande actuelle de Tsipras et son ministre Varoufakis, de négocier un « nouveau plan de sauvetage » pour couvrir les paiements des échéances de la dette des deux prochaines années. Autrement dit, le même Syriza demande des négociations sur de nouveaux plans pour davantage de dette externe. Ceci doit être rejeté par le peuple et la jeunesse grecque. Le chemin des demi-mesures a déjà montré qu'il ne sert pas aux travailleurs. Les travailleurs et la jeunesse doivent exiger du gouvernement de Syriza qu'il aille jusqu'au bout avec le NON lors du référendum et qu'il revienne au mandat populaire que lui a confié le triomphe électoral du 25 janvier et ne pas céder au chantage de la Troïka. Il n'y a pas d'accord avec les spéculateurs et avec ceux qui ont plongé les travailleurs grecs dans la misère.

Des secteurs importants de la gauche de Syriza, regroupés dans la Plate-forme de Gauche, se sont prononcés contre tout nouvel accord avec la Troïka, pour la suspension de tout paiement de la dette et pour la nationalisation des banques. Ceci est très positif. Nous appelons ces secteurs à exiger du gouvernement et de Syriza de ne pas céder devant la Troïka. À leurs côtés d'autres secteurs, des syndicats, des organisations étudiantes et des organisations de la gauche, y compris Antarsya et l'OKDE qui ne sont pas des membres de Syriza, ont levé des drapeaux semblables et appellent à la mobilisation pour le NON. Il sera fondamental, devant la politique des demi-mesures que dirige Alexis Tsipras, de faire l'unité, un front de tous ces secteurs, pour le triomphe du NON et en poursuivant la mobilisation ouvrière et populaire pour la rupture avec la Troïka, l'UE, la zone EURO et les paiements de la dette externe.

De l'argent pour les salaires, les retraites, le travail, la santé et l'éducation, pour la nationalisation du système bancaire afin d'empêcher la fuite des capitaux et éviter que les épargnants ne perdent leurs économies, pour l'arrêt des privatisations et pour un plan d'urgence ouvrier et populaire.

Depuis l'UIT-QI, nous nous joignons à la campagne et à la mobilisation pour le NON au référendum du 5 juillet. Nous appelons les travailleurs et la jeunesse du monde à se solidariser avec le peuple grec. Nous appelons spécialement les travailleurs de toute l'Europe. Devant le bloc impérialiste formé par la Troïka avec les gouvernements européens, il est nécessaire d'avancer dans un bloc des travailleurs et des peuples. Il y a une énorme responsabilité des syndicats et de la gauche, européenne en particulier, pour ne pas laisser les travailleurs grecs seuls dans cette lutte tellement inégale. Les travailleurs de toute l'Europe jouent leur avenir en Grèce. Nous appelons les syndicats et la gauche à impulser des actions de solidarité avec la lutte du peuple grec. Un triomphe des travailleurs et de la jeunesse en Grèce sera un triomphe de tous ceux qui combattent contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires de l'impérialisme, contre les multinationales et leurs gouvernements complices.

Unité Internationale des Travailleurs Quatrième International (UIT-QI)

1 juillet 2015